

Liberty Steel envisage de vendre ses sites sidérurgiques de Saint-Saulve et Hayange

Aline Leclerc et Anthony Villeneuve (Metz, correspondant)

Après la faillite de son partenaire financier, le groupe de Sanjeev Gupta recherche des fonds

Ce sont les suites prévisibles de l'histoire qui s'écrit depuis le 8 mars et la faillite de Greensill, principal partenaire financier du britannique Gupta Family Group Alliance (GFG Alliance) : l'argent commence à manquer pour faire fonctionner les sites français du groupe. En cessation de paiements, trois fonderies d'Alvance, branche aluminium de GFG, situées dans l'Indre et la Vienne, ont été placées en redressement judiciaire le 23 avril. Elles comptent quelque 850 salariés.

À son tour, Liberty Steel, la branche acier du conglomérat, a confirmé, samedi 8 mai, s'être mise en quête de repreneurs pour l'aciérie Ascoval de Saint-Saulve (Nord) et pour Liberty Rail (ex-France Rail Industry) à Hayange (Moselle), respectivement 270 et 430 salariés. *Le Monde* évoquait déjà, le 28 avril, la possibilité qu'Ascoval change d'actionnaire. Une première alerte avait retenti un mois plus tôt pour l'aciérie, lorsque le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, avait annoncé le déblocage d'un prêt de 20 millions d'euros « pour payer les salaires, la fourniture nécessaire pour faire tourner l'usine et garantir qu'il n'y ait pas de rupture d'activité », promettant aux salariés de ne « jamais les laisser tomber ».

Trouver de nouveaux clients

Mais, en échange, l'Etat a exigé de GFG Alliance de mettre également 20 millions d'euros sur la table avant le 31 mai pour financer la croissance du besoin en fonds de roulement. Or, il y a peu de chance que GFG et Liberty, en grande fragilité financière, trouvent l'argent d'ici là. La vente est désormais une option examinée au grand jour. « *Liberty Steel France, qui comprend Liberty Ascoval et Liberty Rail Hayange, a connu une réduction significative du soutien à son fonds de roulement depuis l'effondrement de Greensill Capital* », explique la société Liberty Steel Group dans une déclaration transmise au *Monde*. Tout en se disant confiante pour trouver de nouveaux financements, Liberty Steel indique « par prudence » se mettre « à explorer des options de vente pour ces entreprises ».

Un énième rebondissement dans la vie des deux sites que les salariés accueillent avec lassitude, huit mois seulement après leur rachat par Liberty Steel à la barre du tribunal de commerce. Ceux d'Ascoval sortaient alors d'une interminable quête d'un repreneur fiable, depuis la mise en vente du site par Vallourec en 2015. Pour ceux d'Hayange, si la cession se concrétise, ce sera le quatrième changement d'actionnaire en onze ans.

« *Cette fois, on pensait vraiment que ça allait durer*, soupire Grégory Zabet, secrétaire CFDT du CSE de Liberty Rail. *La complémentarité qui a été montée avec Ascoval est pertinente et nous donnait des perspectives. Économiquement, ça fonctionne.* » Les deux entreprises sont en effet étroitement associées depuis leur reprise : Liberty Rail est le principal client d'Ascoval (80 % de sa production). Celle-ci a pour cela modifié son procédé de coulée il y a six mois pour produire des barres d'acier carrées, transformées ensuite en rails à Hayange pour fournir notamment la SNCF.

Liberty Rail présente des résultats positifs. Ascoval a multiplié sa production et son chiffre d'affaires par cinq ces derniers mois. Mais l'aciérie doit encore trouver de nouveaux clients pour être viable. « *Liberty n'a jamais tenu ses engagements pour trouver ces nouveaux volumes et nous apporter le soutien financier nécessaire. La confiance est rompue. Alors s'ils sont vendeurs, c'est tant mieux pour nous* », estime Nacim Bardi, délégué CGT à Ascoval. Le ton est plus tempéré à Hayange. « *Je ne sais pas si rester dans Liberty serait la meilleure solution, mais cela nous éviterait un nouveau changement d'actionnaire*, dit Grégory Zabet. *A chaque fois, il faut tout remettre en cause : l'organisation, l'emploi, les investissements... On y laisse des outils et des compétences.* »

Des offres sont espérées des groupes qui avaient manifesté leur intérêt en 2020, comme ArcelorMittal, le chinois Jingye Group ou l'indien Jindal. « *Bercy suit le dossier de très près*, assure le député de la Moselle

Brahim Hammouche (MoDem). *Et nous avons clairement défini un profil de repreneur. Ce doit être un industriel et pas un financier. Il doit être capable d'être transparent sur les actifs qu'il compte mobiliser. Cette usine a besoin de stabilité.* » Les représentants des salariés seront reçus mardi à Bercy.